

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Blois, le 10 JUIN 2009

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Michel VUILLOT  
Directeur

Société MENUT

à

SAINT OUEN



Régularisation administrative

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet de Loir et Cher

Par demande du 24 juillet 2006, complétée le 16 février 2007,  
Directeur des établissements MENUT, a sollicité de Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher,  
l'autorisation d'étendre les activités d'une installation de matériaux recyclables et de transit de DIB  
sur la commune de SAINT OUEN.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de  
dangers, a été déposé le 24 juillet 2006, complété le 16 février 2007, et reconnu formellement  
recevable par le service d'inspection le 28 mars 2007.

Dans le cadre de la procédure de régularisation administrative, une visite d'inspection avait été  
diligentée sur le site le 19 novembre 2007. Les inspecteurs avaient pu constater le non respect de  
certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2006, qui complète les prescriptions  
de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 octobre 1971. En conséquence, le dossier de  
demande d'autorisation présenté lors de la réunion du CODERST du 22 novembre 2007 a été  
ajourné et la société MENUT a été mise en demeure par arrêté du 13 décembre 2007 de respecter  
les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2006.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées au cours du mois d'avril 2009, que les travaux de mise en conformité étaient terminés. Aussi, une inspection du site a été diligentée le 12 mai 2009 afin de vérifier que l'établissement est désormais conforme à la réglementation. Une campagne de mesures des émissions sonores a été réalisée le jour de l'inspection afin que l'inspecteur puisse vérifier que les installations étaient en fonctionnement et que la mesure était représentative de l'activité exercée sur le site.

La visite d'inspection a permis de montrer, le jour de l'inspection, que l'établissement était désormais conforme à la réglementation.

Aussi, l'exploitant a demandé au Préfet de Loir et Cher, par courrier du 15 mai 2009, de reprendre la procédure de régularisation administrative. Il l'a également informé des modifications apportées aux installations, notamment aux réseaux et aux points de rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

## I Objet de la demande

### I.1.1 Nature et volume des activités

Les activités de la société MENUT relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Leur classement présenté dans le dossier est résumé dans le tableau suivant :

Rubrique	Intitulé	Régime	Capacité
167 A	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées.	A	240 tonnes/mois de DIB
322 A	Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains.	A	
286	Stockage et activités de récupération de déchets métalliques, d'objet en métal et carcasses de véhicules hors d'usage. La surface utilisée étant supérieure à 50 m <sup>2</sup> .	A	Superficie totale du site 5000 m <sup>2</sup> .
329	Papiers usés ou souillés, la quantité emmagasinée étant inférieure ou égale à 50 tonnes.	NC	Quantité entreposée égale à 5 tonnes
1220	Emploi et stockage d'oxygène, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes	NC	Quantité entreposée égale à 388 kg.
1412	Stockage de gaz inflammables liquéfiés en réservoir manufacturé, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure ou égale à 6 tonnes	NC	Quantité entreposée égale à 78 kg.
1430 et 1432.2	Dépôt de liquides inflammables de capacité totale équivalente inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup>	NC	Cuve enterrée de gasoil de 30 m <sup>3</sup> Cuve enterrée de 10 m <sup>3</sup> de fuel. Quantité totale équivalente : 1,6 m <sup>3</sup>
1434.1	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, le débit maximum équivalent étant inférieur à 1m <sup>3</sup> /h.	NC	Débit équivalent égal à 0.34 m <sup>3</sup> /h.
1530	Dépôt de bois, papier, cartons ou matériaux combustibles analogues, la quantité stockée étant inférieure ou égale à 1000 m <sup>3</sup> .	NC	Volume total stocké égal à 60 m <sup>3</sup> .
2564	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc..) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques qui ne sont pas à phrases de risque. Le volume des cuves de traitement étant inférieur à 200 litres, lorsque les produits sont utilisés dans une machine non fermée.	NC	Fontaine à solvant d'un volume de 60 litres.
2920.2	Installations de compressions d'air, la puissance absorbée étant inférieure ou égale à 50 kW.	NC	Puissance totale absorbée de 16

Rubrique	Intitulé	Régime	Capacité
			kW
2930.1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteurs, la surface de l'atelier étant inférieure ou égale à 2000 m <sup>2</sup>	NC	Surface de l'atelier égale à 400 m <sup>2</sup> .

A : Autorisation      D : Déclaration      NC : Non classable      RA : rayon d'affichage.

A noter que l'exploitant détenait, au moment du dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, un transformateur contenant du PCB. Le transformateur a été démantelé et évacué le 29 octobre 2008 et remplacé par un transformateur qui ne contient pas de PCB.

## ***1.2 Description de l'établissement et historique administratif***

### **Activité et historique**

Les établissements MENUT ont été créés en 1886 et l'activité principale était à l'époque, la récupération des peaux de lapin, des os, des plumes et des chiffons.

En 1971, l'entreprise se concentre sur la récupération de la ferraille afin de répondre aux besoins croissants des aciéries électriques.

L'entreprise procède à la récupération, au tri, et au cisaillement ou à la mise en presse de pièces métalliques avant revente, à raison de 2000 tonnes par mois dont environ 10 VHU par jour.

Il existe également une activité de transit de DIB (160 t/mois) et papiers/cartons (70 à 80 t/mois).

Le volume total de déchets traités annuellement est de 18500 tonnes pour une capacité de traitement de 30 000 tonnes.

Les déchets traités principaux sont récapitulés dans le tableau suivant :

Nature du déchet	Volume moyen	Origine	Destination
VHU	600 t/an	Ville de Vendôme et sa région	Broyeur du site MENUT de Saint Pierre des Corps
Métaux et alliages	1400 t/mois	Ville de Vendôme et sa région	Fonderies
Accumulateurs au plomb	5,5 t/mois	Ville de Vendôme et sa région	Centres agréés pour valorisation
DIB	240 t/mois	Industries, artisanats, déchetteries, collectivités locales...	Broyeur bois, valorisation pour le papier et cartons, enfouissement.

L'entreprise fonctionne toute l'année du lundi au vendredi, de 7h à 18h. L'effectif est de 15 personnes.

### **Implantation**

Les établissements MENUT sont implantés sur la commune de SAINT OUEN, au 21 rue Jacques Cœur. Le terrain occupe une superficie totale de 13 971 m<sup>2</sup> et correspond aux parcelles cadastrées n° 591-515, section H.

Le site comprend un bâtiment de stockage de 1080 m<sup>2</sup>, un atelier de maintenance de 400 m<sup>2</sup> et des bureaux de 88 m<sup>2</sup>.

Les coordonnées LAMBERT du site, zone II étendue sont : x=505.9km et y=2 312.5km.

Les premières zones d'habitations se trouvent au voisinage immédiat de l'établissement au Sud Est.

A noter que l'établissement est desservi par une voie ferrée pour le transfert des matériaux.

### ***1.3 Présentation de la demande***

Les activités réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1971 ont largement évoluées depuis 2004.

La société MENUT souhaite étendre son activité au transit de DIB.

Le dossier de demande d'autorisation déposé prend en compte l'ensemble de ces évolutions.

### ***1.4 Cadre administratif de l'instruction***

L'entreprise MENUT bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un chantier de récupération de déchets divers (chiffons, papiers, métaux divers et ferrailles), en date du 29 octobre 1971.

Au cours de l'année 2005 les évolutions du site portées à la connaissance de l'administration et rappelées au paragraphe 1.3, ont conduit à un réexamen de la situation administrative des installations, dont la conclusion était la nécessité de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation.

## ***II Procédure de demande d'autorisation***

### ***II.1 Enquête publique***

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2007-134.1 du 14 mai 2007. Elle s'est tenue en mairie de SAINT OUEN entre le 11 juin 2007 et le 13 juillet 2007 inclus. L'affichage de l'enquête publique concernait les communes de SAINT OUEN, AREINES et VENDOME.

L'ensemble des observations portées sur les deux registres de l'enquête publique comprend :

- 32 avis consignés
- 18 lettres ou notes écrites répertoriées

#### ***II.1.1 Avis défavorables***

Près de 40 avis (80%) expriment un avis **défavorable** ou de soutien aux riverains exposant les mêmes arguments portant sur le bruit, la fumée, la poussière, le manque d'esthétique des tas de ferrailles, la circulation avec le bruit des bennes au passage dans les nids de poule présents sur la voirie publique mal entretenue par la commune.

Le Maire de la commune de SAINT OUEN, fait un historique sur l'activité de l'entreprise et ses nuisances. Il souhaite ne pas voir autoriser la continuité de l'activité en centre ville et encore moins accepter son agrandissement.

#### ***II.1.2 Avis favorables***

Près de 10 avis (20%) expriment un avis **favorable**. Un employé de l'entreprise défend le professionnalisme de l'entreprise, à qui un prix "le top des entreprises" a été décerné tout récemment. Un autre employé indique que l'entreprise est nécessaire à l'équilibre de notre environnement, qu'elle s'investit dans une démarche de prévention, de gestion des risques, d'anticipation pour limiter les pollutions et sensibiliser son personnel.

Un autre employé indique que l'entreprise est soucieuse de répondre efficacement aux exigences légales et de poursuivre de manière optimale et harmonieuse au sein de la commune ses démarches et son activité. Enfin, que l'entreprise s'est engagée dans une démarche de certification ISO 14001.

Une lettre d'entreprise de la zone industrielle (signées par 5 entreprises) s'inquiète de la possible remise en cause du statut de la ZI, précise que les nuisances n'existent plus le soir, la nuit, les week-ends ou jour fériés et qu'une concertation avec la municipalité sur le plan de circulation des véhicules est souhaitable.

Le Maire adjoint au Maire de la commune de SAINT OUEN, fait un historique sur les4 l'installation des établissements MENUT "transfert de la maison de M. [nom] que celui-ci a refusé,

agrandissement et rénovation de la maison de M. et Mme \_\_\_\_\_ alors que les établissements MENUT étaient déjà là depuis longtemps". Il fait état d'une proposition des établissements MENUT d'acheter une partie de terrain de 9000 m<sup>2</sup> au conseil municipal afin de faire un merlon et de le paysager afin de masquer au maximum la vue des tas de ferraille depuis le "nouveau SAINT OUEN" et de déplacer le parking de ses camions et bennes sur ce terrain afin de limiter le bruit pour le voisinage. Enfin, il indique que lors de l'autorisation pour les établissements SEPCHAT et l'achat de terrain de 9000 m<sup>2</sup> précité, Monsieur : \_\_\_\_\_ avait voté "pour" à l'époque. Les établissements SEPCHAT, créés en 1947, situé juste de l'autre côté de la rue Jacques Cœur à SAINT OUEN exercent la même activité de regroupement, tri et transfert de DIB depuis 1996 et disposent aussi d'une presse cisaille afin de réduire les rotations de véhicules de transport.

### II.1.3 Mémoire en réponse de l'exploitant

A l'issue de l'enquête publique, le 13 juillet 2007, le commissaire enquêteur a remis l'ensemble des observations à l'exploitant en l'invitant à produire un mémoire de réponse.

L'exploitant a transmis ledit mémoire le 20 juillet 2007 comprenant :

1. l'analyse des remarques et plaintes exprimées
2. les réponses de l'entreprise vis à vis des nuisances rapportées pour : le bruit, la poussière, le trafic des camions, les odeurs, l'esthétique, les fumées, la perte de valeurs des patrimoines, le risque incendie, le risque d'accident et le risque sanitaire.
3. la caractérisation de la nuisance d'occurrence majeure : le bruit.
4. les propositions faites aux riverains mitoyens

Avec notamment la proposition de Mr \_\_\_\_\_ aux deux riverains voisins de leur racheter leur maison car bien que les nuisances engendrées par la société MENUT soient encadrées et contenues dans le cadre réglementaire des ICPE, ces nuisances sont incompatibles avec le rythme de vie de personnes en retraite.

5. les aménagements nécessaires à la zone d'activité de la plaine pour permettre la circulation des camions en toute sécurité.
6. les mesures correctives déjà prises par la société MENUT :

- réparation et entretien des clôtures arborées
- hauteur des tas de ferrailles limitées à 8 m
- réparation de la clôture de la piste de lavage des engins et nettoyage du talutage de la voie ferrée de FAGOR-BRANDT
- construction d'un mur anti bruit
- étude d'amélioration du système de rejet des effluents liquides et d'une convention de rejet avec la municipalité
- autorisation pour l'utilisation d'une cisaille, d'une grue fixe et d'une presse à paquets
- mise en place d'une protection contre les effets directs et indirects de la foudre de l'ensemble des bâtiments et installations par la mise en place d'un paratonnerre actif et d'un para foudre au niveau de l'alimentation électrique du chantier. Ceci améliore fortement la sécurité incendie de la plate forme.
- note aux conducteurs des grues fixes et mobiles de manipuler les ferrailles sans les "jeter" et de respecter la hauteur des tas de ferrailles
- note aux chauffeurs de l'entreprise en rappel des consignes de pose des filets et limitation volontaire de leur vitesse en particulier dans la rue Jacques Cœur.

7. en conclusion : les engagements de l'exploitant :

- de respecter les arrêtés préfectoraux relatifs aux activités de la plate forme
- maintien de la proposition de rachat des habitations de Mr et Mme \_\_\_\_\_
- limiter au maximum les risques de départ de feux lors des opérations d'oxycoupage

- maintien de la proposition d'achat de la partie restante de 9000 m<sup>2</sup> de parcelle cadastrée AE91 aux établissements FAGOR-BRANDT
- demande officielle à Mr le Maire pour la création d'un groupe de travail en commun avec les usagers de la ZA de la plaine pour faire des propositions relatives à l'amélioration de sa desserte et de la sécurité
- relancer régulièrement les services du fret de la SNCF pour expédier les métaux par trains au lieu de camions comme cela était le cas avant l'année 2002.

L'analyse des observations conclut que le bruit est la nuisance d'occurrence majeure rapportée. On constate que 2 plaignants seraient soumis à une émergence en dépassement du seuil réglementaire à l'intérieur du rayon des 100 m de l'entreprise (il s'agit des deux habitations situées au sud-ouest mitoyennes de la plate forme de l'entreprise). La construction du mur anti bruit en 2005/2006 a permis de respecter le critère d'émergence.

L'état d'analyse des remarques et plaintes exprimées, les réponses de l'entrepreneur aux nuisances rapportées, les propositions faites aux riverains mitoyens, les engagements de l'entrepreneur, devraient permettre d'engager un nouveau dialogue entre la population en général représentées par la commune, les riverains directement concernés et l'entreprise MENUT. Ceci, afin qu'au delà du cadre réglementaire d'une zone industrielle appelée à recevoir des installations classées pour la protection de l'environnement, les nuisances soient compatibles avec le rythme de vie des habitants.

## ***II.2 Avis du commissaire enquêteur***

Le 28 juillet 2007, le commissaire enquêteur a émis un **avis favorable, sous réserve** de l'engagement de M. \_\_\_\_\_, président des établissements MENUT, de prendre en compte les effets de l'installation sur le voisinage en limitant les nuisances et de participer avec la municipalité et les habitants mitoyens à la recherche d'une solution pérenne.

## ***II.3 Avis des conseils municipaux***

### ***II.3.1 Avis du conseil municipal de la commune de SAINT OUEN***

Le conseil municipal de la commune de SAINT OUEN a émis un **avis défavorable**. M. \_\_\_\_\_, Maire de SAINT OUEN, a remis une copie du conseil municipal en date du 5 juillet 2007 portant un **avis défavorable** par 9 voix "contre" et 5 voix portant **avis favorable** sur la requête de la société MENUT concernant la demande de régularisation d'autorisation d'exploiter.

### ***II.3.2 Avis du conseil municipal de la commune de AREINES***

Le conseil municipal de la commune de AREINES a pris acte de la régularisation administrative des établissements MENUT.

### ***II.3.3 Avis du conseil municipal de la commune de VENDOME***

Le conseil municipal de la commune de VENDOME n'a émis d'avis à ce jour.

## ***II.4 Avis des services***

### ***II.4.1 S.D.I.S.***

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours a émis un **avis favorable** sous réserve de respecter les observations suivantes :

1. Prévoir un volume de rétention de 120 m<sup>3</sup> pour retenir les eaux d'extinction. Ce volume peut être constitué à l'intérieur du site par l'aménagement d'un ressaut avant la rupture de pente vers la voie publique et par l'installation de merlon en partie basse en limite de propriété (un relevé topographique du terrain permettra de mieux appréhender le volume de rétention). En fonction du sens d'écoulement, différents volumes peuvent également être dédiés à recevoir les eaux d'extinction (volume du pont bascule, volume sous la cisaille, ancien quai ferré...).

2. Installer un dispositif d'isolement des eaux pluviales par rapport au réseau public. Ce dispositif devra être manœuvrable en toutes circonstances et être clairement identifié à l'aide d'un pictogramme. Le personnel devra avoir reçu les consignes nécessaires à son utilisation.
3. Maintenir libre des circulations de 4 mètres de large afin de permettre la circulation aisée des moyens de secours extérieurs, en toutes circonstances sur le pourtour du tas. Il conviendra également d'aménager les stockages de nuit en pied de grappin de manière à protéger celui-ci et la cisaille en cas de sinistre et permettre l'intervention des secours.
4. Limiter la hauteur des tas de ferrailles en attente de traitement afin d'éviter tout risque d'effondrement.
5. Interdire tout stockage de matériaux combustibles dans les deux bâtiments réservés au stockage de métaux. Dans le cas contraire, il y aura lieu de réaliser le désenfumage du bâtiment clos par la création d'exutoires de fumées d'une surface utile totale égale au 1/100<sup>ème</sup> de la surface du local mesurée en projection horizontale (commandes de désenfumage à proximité des accès.)
6. Remettre en état le désenfumage de l'atelier mécanique.
7. Identifier à l'aide de pictogrammes l'ensemble des coupures d'urgence des énergies (électricité, gaz, fioul, carburant...)
8. Afficher dans l'ensemble de l'établissement des consignes faisant apparaître très lisiblement le numéro "18" ou "112" pour appeler le service d'incendie et de secours.
9. Prévoir des consignes précises pour l'accueil des secours extérieurs, notamment pendant les heures de fermeture du site, pour permettre l'accès des secours au site (déverrouillage des accès par le gardien au chenil des chiens).

#### **II.4.2 S.I.D.P.C**

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile n'a pas émis d'avis .

#### **II.4.3 D.D.E.A**

Le Service Environnement de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture a émis un avis favorable de la part de l'ensemble des services de la DDEA.

#### **II.4.4 D.D.A.S.S**

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, a émis un avis favorable sous réserve que des réponses adaptées soient apportées à chacun des points suivants :

1. Alimentation en eau : un disconnecteur devra être installé sur le réseau comme prévu page 28 du dossier.
2. Convention de rejet des eaux usées : des précisions devront être apportées (gestionnaire concerné, délai...)
3. Rétention des eaux d'extinction d'incendie : la capacité de rétention des eaux en cas d'incendie semble insuffisante. Une évaluation des besoins doit être effectuée afin de définir des solutions techniques adaptées. D'autant plus que l'entreprise a déjà connu un violent incendie en 1997.
4. Protection des eaux souterraines : quid de la mise en place des 3 piézomètres prévus pour la surveillance des eaux souterraines ? Aucune indication sur ce point n'apparaît dans le dossier.
5. Nuisances sonores : il s'agit du point le plus sensible en égard aux activités menées. L'étude APAVE menée le 3 mai 2006 montre la conformité des émergences ce jour là et tend à prouver l'efficacité du mur anti-bruit mis en place. Toutefois il est regrettable
  - Que toutes les études acoustiques ne soient pas annexées au dossier (mesures de janvier 2005?, novembre 2005?, calcul du mur anti-bruit...)
  - Qu'aucun plan, à une échelle adaptée, n'indique le nombre d'habitation existante dans un rayon de 200 m autour de l'établissement.
  - Que l'existence de plaintes de la part des riverains n'apparaissent pas dans le dossier. Un historique de l'urbanisation du secteur pourrait aider à la compréhension du contexte.
  - Que les sources sonores ne soient pas clairement indiquées et que leur traitement ne soit pas précisément étudié.

Par ailleurs, il apparaît délicat de comparer un bruit résiduel du 10 novembre 2005 avec un bruit ambiant du 3 mai 2006 sans aucune justification sur les conditions de chacune des mesures (conditions climatiques, matériel de mesure identique...)

#### **D.I.R.E.N.**

La Direction Régionale de l'Environnement a émis un **avis favorable** sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

#### **Eaux pluviales :**

1. Les 2/3 des eaux pluviales du site sont rejetées dans le réseau communal d'eaux usées au point de rejet "sud" après avoir transitées par un séparateur à hydrocarbures et sont ensuite traitées par la station d'épuration publique.

Le pétitionnaire doit respecter l'article L1331-10 du code de la santé publique, qui stipule que "tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire ou le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement".

L'autorisation fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Le pétitionnaire doit fournir cette autorisation, l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2006 ayant fixé cette échéance au 26 juin 2007. Il doit également respecter les normes de rejet fixées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2006.

2. 1/3 des eaux pluviales du site ne sont pas captées par un déshuileur. Ces eaux de ruissellement s'écoulent directement sur la voie ferrée puis s'infiltrent dans le sol sans traitement préalable.

Le pétitionnaire doit respecter l'arrêté ministériel du 13 juin 2005 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dangereuses dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées :

"lorsque le ruissellement des eaux pluviales est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances dangereuses par lessivage, elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et si besoin, un traitement approprié".

Les résultats du prélèvement effectué lors d'un épisode pluvieux, présentés page 30 de l'étude d'impact, montrent que les valeurs seuils réglementaires ne sont pas respectées pour plusieurs paramètres.

En conséquence, l'infiltration ne sera pas autorisée. Le pétitionnaire devra prendre les moyens adéquats pour que ces eaux pluviales soient, comme celles du point de rejet "sud", rejetées dans le réseau communal d'eaux usées après avoir transité par un séparateur à hydrocarbures pour être ensuite traitées par la station d'épuration publique.

#### **Eaux d'extinction d'incendie :**

Un système de rétention des eaux d'extinction d'incendie doit être mis en place, y compris si besoin et avec un poste de relevage de ces eaux. Le pétitionnaire complètera le dossier sur ce point puisqu'il indique que "une réflexion est en cours pour créer un bassin d'isolement des eaux sur le site" (page 35 de l'étude d'impact).

#### **Surveillance des eaux souterraines :**

Comme l'impose l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2006, une surveillance des eaux souterraines avec implantation de 3 piézomètres pour contrôler la qualité des eaux doit être opérationnelle.

Les résultats des analyses doivent être tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. 8



#### **II.4.5 DRAC**

La Direction Régionale des Affaires Culturelles a fait savoir que le projet se situe à proximité immédiate d'une occupation du Paléolithique ancien (4P) et d'un site du Paléolithique supérieur, de la période gallo-romaine et du haut Moyen Age.

Par conséquent, la prise en compte du patrimoine archéologique devra être assurée conformément aux articles 14 et 21 du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, pris en application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

#### **II.4.6 INAO**

L'Institut National de l'Origine et de la qualité a fait savoir qu'il n'avait **aucune objection à formuler** à l'encontre de ce projet.

#### **II.5 Réponses apportées par l'exploitant**

Par courrier du 3 août 2007, nous avons informé le directeur des établissements MENUT des diverses remarques émises lors de la consultation des services de l'état.

L'exploitant a produit un mémoire de réponses en date du 20 août 2007.

Les réponses sont les suivantes :

##### **II.5.1 Réponse au S.D.I.S.**

Réponse à la remarque 1 : la rétention des eaux d'extinction d'incendie est prise en compte. Appréhendée à 70 m<sup>3</sup>, la capacité est augmentée à 120 m<sup>3</sup> comme préconisé, soit par l'implantation d'une cuve de 60 m<sup>3</sup> en plus de la réserve représentée par la fosse du pont bascule, ou par la création d'un bassin avec un poste de relevage des eaux captées au niveau du déshuileur Sud.

Réponse à la remarque 2 : une vanne d'arrêt sera mise en place en sortie des déshuileurs.

Réponse aux remarques 3 à 10 : les remarques sont prises en compte.

##### **II.5.2 Réponse à la D.D.A.S.S**

Réponse à la remarque 1 : La mise en place d'une disconnection sur l'alimentation en eau de ville a été intégrée dans l'étude d'impact du dossier.

Réponse à la remarque 2 : La demande de convention de rejets a été faite auprès des services de la Mairie de Saint Ouen le 11 janvier 2007.

Réponse à la remarque 3 : Appréhendée à 70 m<sup>3</sup>, la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie est augmentée à 120 m<sup>3</sup> comme préconisé par le SDIS.

Réponse à la remarque 4 : Cette remarque concerne la prévention des eaux souterraines avec la mise en place de piézomètres. Un devis pour la mise en place de trois piézomètres a été fourni par la société ANTEA. A ce jour, nous n'avons pas pris la décision de commander ce marché du fait des craintes d'augmenter le risque de pollution des eaux souterraines en regard d'un risque que l'on estime nul à aujourd'hui.

Réponse à la remarque 5 : L'ensemble des éléments indiqués comme manquants avaient été fournis avant le dépôt du dossier lors de la construction du mur anti bruit. L'examen du mémoire en réponse à l'enquête publique est également de nature à apporter les compléments d'informations souhaitées.

##### **II.5.3 Réponse à la D.I.R.E.N.**

La mise en place d'un débourbeur-déshuileur spécifique pour assurer le pré-traitement des eaux de ruissellement de la surface actuellement non captée est bien prévu. Il sera également équipé d'une

vanne d'arrêt avant rejet dans la canalisation issue de la lagune des établissements FAGOR-BRANDT, laquelle se dirige vers le déversoir d'orage précédant la station d'épuration de la commune de Saint Ouen. Le quai de la voie ferrée sera équipé d'un système de "boudins" ou de gouttières sur son périmètre pour éviter tout ruissellement parasite.

Concernant la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie, elle est augmentée à 120 m<sup>3</sup> comme préconisé par le SDIS.

#### **II.5.4 Réponse à la DRAC**

La situation relative à l'archéologie préventive sera examinée soit dans le cadre du permis de construire ou dans la cadre du permis de démolir.

Dans le cas où le permis de construire ou de démolir n'est pas requis, l'examen se fera dans le cadre de la déclaration préalable d'intention de travaux.

### **III Mesures prises pour préserver l'environnement du site**

#### **III.1 Eau**

##### **III.1.1 Prélèvement et consommation**

L'établissement est alimenté en eau par le réseau d'adduction d'eau potable de la commune de Saint Ouen.

La consommation d'eau est d'environ 450 m<sup>3</sup> par an.

Elle est répartie de la manière suivante :

- L'usage des sanitaires pour 250 m<sup>3</sup>/an
- Le lavage des machines et des véhicules pour 200 m<sup>3</sup>/an.

##### **III.1.2 Rejets d'eaux**

L'analyse des eaux de ruissellement à la sortie des deux séparateurs d'hydrocarbures a été réalisée en 2006 par temps de pluie. Les résultats montraient qu'il subsistait des dépassements pour les paramètres MES, hydrocarbures totaux, plomb, fer et aluminium. Aussi l'exploitant a réalisé les aménagements suivants :

##### **Zone de confinement des tournures.**

Les tournures et autres chutes métalliques issues de l'usinage des métaux sont lubrifiées majoritairement par des lubrifiants hydrosolubles. Ces produits ainsi dissous dans l'eau ne peuvent pas être traités par un séparateur classique.

La société MENUT a créé une zone de confinement des effluents issus du ruissellement des eaux de pluies sur ces chutes de métaux par la construction d'un muret de 25 cm de hauteur, transformant la zone de stockage en fosse rétention sans évacuation. Le rejet est dans ce cas un flux d'évaporation.

La zone étant en pente, la hauteur efficace est la demi-hauteur du mur soit 125cm, ce qui est suffisant pour assurer la rétention d'un événement pluvieux exceptionnel comme la pluie record enregistrée le 11 juin 1988 avec 102,8mm en 24h. Le volume de confinement est de 71 m<sup>3</sup>.

##### **Canalisation des eaux de ruissellement.**

##### **Caractérisation des sources d'effluents.**

La plate-forme est découpée en plusieurs bassins versants afin de les conjuguer vis à vis du point de collecte du déshuileur sud.

La plate-forme est divisée en 5 zones (S1,S2,S3,S4 et S5) qui sont traitées comme des bassins versants. Chaque zone présente une ligne d'écoulement principale définie par le relevé topographique. (voir plan annexé)

Les eaux pluviales des toitures et des hangars sont soit infiltrées sur la zone nord-ouest derrière les hangars, soit rejetées sur la plate-forme avec une direction d'écoulement vers le déshuileur sud pour les demi-toitures sud et nord du hangar à métaux.

Avant d'être mélangés et rejoindre les points de rejet externes E1 et E2, les différents effluents sont traités en interne. Les points de rejets internes avant mélange sont au nombre de trois :

- I1 : eaux domestiques
- I2 : eaux de ruissellement de la partie Sud du site (5 zones S1,S2,S3,S4 et S5)
- I3 : eaux de lavage des engins + eaux de ruissellement de la partie Nord du site.

I1 et I2 rejoignent le point de rejet E1. I3 rejoint le point de rejet E2.

Le projet d'arrêté joint impose un prélèvement annuel pour analyse par temps de pluie pour les rejets I2 et I3 et par temps sec pour le rejet I3 lors du lavage des engins.

#### Canalisation des effluents de ruissellement.

Afin de maîtriser le flux de pré-traitement, la société MENUT souhaite réguler le flux du traitement au débit nominal du déshuileur « sud » soit 20 l/s.

Les effluents sont canalisés à l'aide d'un merlon en ressaut sur la plate forme vers une surface prévue pour assurer la fonction de bassin de rétention d'orage.

Pour cela une zone de 660m<sup>2</sup> en forme de demi-pointe de diamant inversée est recréée dans la dalle en béton, positionnée pour évacuer les effluents vers un avaloir suffisamment en amont pour alimenter un canal de décantation qui sera situé en amont du déshuileur « sud »

La surface est limitée sur son côté « ouest » par le merlon en ressaut et sur son côté « sud » par un muret.

La profondeur de l'arrête est telle que le volume de retenu est de 30 m<sup>3</sup>.

Les épisodes pluvieux sont pris en compte avec un temps de retour de : 2 années.

#### Décantation à débit limité : Mise en place d'un canal de décantation en amont du séparateur sud :

Des constatations évoquées précédemment, il ressort le besoin de réguler le flux de rejet pour obtenir des taux de polluant dans les plages de valeurs autorisées le plus constant possible.

La société Ets J.MENUT a donc disposé un canal de décantation en amont du déshuileur déboureur « sud » dont le flux traversier est calibré et ainsi limité à la valeur nominale de fonctionnement du séparateur soit 20l/s

Ce canal doit permettre de tenir les taux des MES et des métaux en mg/l de rejets dans les limites des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Le canal est un TUBOSIDER de section circulaire de diamètre 2m. Les calculs intègrent une hauteur perdue pour l'accumulation des boues décantées dans le fond du canal.

La longueur du canal est de 12m. Le canal est couvert. Le revêtement intérieur du TUBOSIDER est antiacide jusqu'à un pH de 3.

En aval du déshuileur « sud » est créé un regard de prise d'échantillons d'effluents conçu également pour une prise d'échantillons en automatique sur 24 heures.

Les résultats des analyses du prélèvement du 27 mai 2008 ont montrés qu'il ne subsistait plus que des dépassements pour le Cuivre (0,5 mg/l pour 0,1 mg/l autorisé) et pour le Plomb (0,3 mg/l pour 0,1 mg/l autorisé).

Compte tenu des derniers travaux réalisés début 2009 avec notamment la mise en place du canal de décantation, le prélèvement pour analyse programmé dès que possible par temps de pluie, devrait montrer que les rejets sont conformes à la réglementation. Il est important de préciser qu'en l'absence de convention de rejet avec la commune de Saint Ouen, les VLE imposées ont été volontairement très strictes. Le projet d'arrêté préfectoral prévoit la possibilité de modifier les VLE en cohérence avec la dite convention de rejet, dès son obtention.

L'exploitant bénéficie d'une autorisation de raccordement pour le rejet E1.



#### Prévention de pollutions accidentelles après modifications:

Le déshuileur « nord » est suivi d'une vanne d'arrêt DN 125. La disposition du point de rejet par rapport au point de raccordement possible au réseau des EP impose des travaux de voirie importants qui seront à démanteler dans le projet à venir d'une extension de la plate forme vers le

nord sur une surface foncière possible de 9000m<sup>2</sup>. Dans ce contexte et compte tenu des résultats conformes de l'autocontrôle des effluents de ce séparateur, l'option de rejet en milieu naturel par infiltration est conservée.

Le canal de décantation est suivi d'une vanne d'arrêt DN 400 disposée dans un regard assurant également la fonction de régulateur de débit par la mise en place d'un ajutage calibré à 20l/s. Dans le cadre de ce projet l'adduction d'eau potable du chantier est équipée d'un disconnecteur.

La retenue des eaux d'extinction d'incendie est prévue dans le cadre d'un autre projet, qui consistera à créer une fosse équipée d'une membrane géotechnique en partie ouest du site dans la pointe.

En cas d'incendie, une fois les vannes d'arrêt fermées, une pompe autonome non électrique assurera la remontée des rejets depuis le canal vers la fosse de rétention sur une distance de 100m avec un débit de 100m<sup>3</sup>/h ce qui couvre la batterie des trois RIA du site ou les 60m<sup>3</sup>/h indiqué par le SDIS de Vendôme.

Pour une meilleure lecture du rapport, le plan de réseau de l'établissement est joint au présent rapport.

### ***III.1.3 Etude de sols et surveillance des eaux souterraines***

Compte tenu de la nature des déchets stockés et que les conditions d'exploitation étaient susceptibles d'avoir généré une pollution des eaux souterraines, la société MENUT s'est vu imposer, par arrêté préfectoral n° 2006.360.4 du 26 décembre 2006, la mise en place de trois piézomètres de contrôle et la réalisation d'un prélèvement en période de hautes eaux par an. Les piézomètres ont été implantés en juin 2008.

L'examen des résultats d'analyses des eaux souterraines du 16 juin 2008 et 16 avril 2009 montre qu'au vu des deux campagnes réalisées, les activités exercées par la société MENUT n'ont pas d'impact sur la qualité des eaux souterraines.

Aussi et conformément à l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2006 précité, l'exploitant a demandé la révision de la fréquence des prélèvements. Le projet d'arrêté préfectoral impose la réalisation d'un prélèvement tous les 3 ans.

### ***III.2 Air***

L'activité de l'entreprise engendre des rejets atmosphériques faibles essentiellement dus aux gaz d'échappements des véhicules de la société et aux grues à grappin ainsi qu'aux poussières émises lors du cisailage des ferrailles.

### **III.3 Bruit**

Suite à des plaintes des riverains voisins récurrentes depuis de nombreuses années, l'exploitant a mis en place un mur antibruit longeant le Nord des propriétés cadastrées AE 121, AE 119, AE 118.

Les résultats de la campagne de mesures acoustiques menée le 3 mai 2006, dans des conditions représentatives de l'activité du site, montre que les émergences sont respectées dans cette zone à émergence réglementée.

Une nouvelle campagne de mesures acoustiques a été réalisée le 12 mai 2009 en présence de l'inspection des installations classées. Les résultats ne sont pas encore disponibles à ce jour.

Le projet d'arrêté préfectoral impose une campagne de mesure tous les 5 ans.

### **III.4 Déchets**

Les principaux déchets générés par l'établissement sont les suivants :

- huiles moteurs et de boîte de vitesse usagées : 900 l/an environ
- boues des séparateurs d'hydrocarbures : 10 m<sup>3</sup>/an environ
- solvants usagés : 280 l/an environ
- déchets de bureaux : 100 kg/an.

### **III.5 Trafic**

La circulation moyenne engendrée par l'entreprise se répartie de la manière suivante :

- Véhicules du personnel et des visiteurs : 5 rotations par jour
- Poids lourd : 25 rotations maximum par jour.

Le trafic généré par la société MENUT en regard du trafic de la rue Jacques Cœur, a été estimé à 9%.

### **III.6 Effets sur la santé**

L'étude d'impact qui traite des effets sur la santé montre que les populations ne sont pas exposées à des risques particuliers induits par les activités de la société MENUT.

### **III.7 Risques**

En matière de scénarii d'incendie, les scénarii retenus par l'exploitant dans l'étude des dangers sont un incendie sur un stockage de 30 m<sup>3</sup> de papier/carton/bois et un incendie sur un stockage de fils à pneumatiques usagés.

Les modélisations des scénarii montrent que les zones de flux thermiques sont maintenues sur le site et n'impactent pas les tiers.

En matière de potentiel hydraulique, le potentiel hydraulique est assuré par le poteau incendie n° 12 situé à 110 m du site de débit 180 m<sup>3</sup>/h sous 3 bars.

Le site dispose également de 9 extincteurs et de 3 RIA.

En matière de gestion des eaux incendie, appréhendée à 70 m<sup>3</sup>, la capacité est augmentée à 120 m<sup>3</sup> comme préconisé par le SDIS, par la création d'une fosse de rétention avec un poste de relevage des eaux captées au niveau du déshuileur Sud.

En matière de protection contre la foudre, les activités de la société MENUT sont réglementées par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre des installations classées.

L'exploitant a fait réaliser une étude foudre. L'étude conclut que des aménagement doivent être réalisés, notamment pour le bâtiment administratif.

Dans son mémoire adressé au commissaire enquêteur en date du 20 juillet 2007, l'exploitant indique qu'un paratonnerre actif et un para foudre au niveau de l'alimentation électrique du chantier ont été installés.

### **III.8 Agrément VHU**

La société MENUT a été agréé par arrêté préfectoral n° 2006.360.4 du 26 décembre 2006 pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur le site de Saint Ouen. L'agrément a été délivré pour une durée de 6 ans. La société MENUT est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé à l'arrêté précité.

Les véhicules hors d'usage (VHU) admis sont des VHU provenant du département de Loir-et-Cher et des départements limitrophes à raison d'un maximum de 120 VHU par an.

### **III.9 Admission des déchets sur le site .Portique radioactif.**

Le site de Saint Ouen n'est pas équipé pour la détection de déchets souillés par des composés radioactifs.

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit la mise en place d'un portique de contrôle de non radioactivité sur le site de Saint Ouen dans un délai de deux ans.

## **IV Avis du service instructeur**

Le commissaire enquêteur, les conseils municipaux des communes concernées et les chefs de services consultés au cours de la procédure ont émis des avis **favorables** ou n'ont pas émis d'avis, à l'exception du conseil municipal de la commune de Saint Ouen qui a émis un avis **défavorable**.

Compte tenu des mesures prises ou prévues, de l'absence d'impacts et de dangers importants ou non maîtrisés sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis **favorable**.

## ***V Conclusion et proposition***

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite **favorable** à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société MENUT sur le territoire de la commune de SAINT OUEN, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement. L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R512-25 du code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'inspecteur des installations classées

Pour le directeur, par délégation,  
Le chef de la deuxième subdivision de Loir et Cher

## Définition des surfaces – Positions des installations

